



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 28 avril 2023

Presse – Actualités

- [Social : Elisabeth Borne appelle syndicats et patronat à prendre leurs responsabilités – Les Echos](#)
- [Google, Facebook, Amazon, Baidu... la guerre d'influence de l'IA est déclarée - Challenges](#)
- [Colonna se rend en Arménie et Azerbaïdjan, en pleine tension entre les deux pays – Le HuffPost](#)
- [Japon et natalité : le déclin démographique plutôt que l'immigration? - Challenges](#)
- [Le Soudan, tiraillé entre les intérêts des puissances voisines – France24](#)
- [Smic, taux d'usure... voici ce qui change au 1er mai – La Tribune](#)
- [Allez, c'est vendredi ! Sourions...](#)

ARTICLES DE PRESSE

Social : Elisabeth Borne appelle syndicats et patronat à prendre leurs responsabilités – Les Echos

Prenant l'exemple des retraites complémentaires, la Première ministre estime qu'en matière de dialogue social les partenaires sociaux doivent aussi endosser des accords difficiles.



Le gouvernement a proposé aux partenaires sociaux de bâtir un agenda social post-retraites d'ici au 14 juillet (photo d'archives le 5 avril dernier lors d'une rencontre à Matignon). (Bertrand Guay/Pool via REUTERS)

Au lendemain de l'invitation qu'Elisabeth Borne leur a lancé pour [bâtir d'ici au 14 juillet l'agenda social post-réforme](#) des retraites, [les partenaires sociaux](#) sont restés quasi silencieux. Côté patronat, seule l'U2P, qui représente les commerçants, les artisans et les libéraux, s'en est félicitée. Côté syndicats, FO a rappelé que tous les sujets sur la table auraient dû être traités d'abord. Les [organisations de salariés](#) attendent les manifestations du 1^{er} mai pour prendre position.

Intervenant lors d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), la Première ministre a rappelé, ce jeudi matin, sa ferme volonté de renouer le dialogue avec les partenaires sociaux. « L'intérêt général doit prévaloir », a-t-elle dit, convaincue que la revoyure était

proche. « Un certain nombre de syndicats considèrent que lorsqu'une loi est votée, elle s'applique », a-t-elle souligné. Tout cela devrait passer dans un premier temps par des rencontres bilatérales avec les syndicats, suivies d'une réunion multilatérale avec tout le monde.

Accords tels quels

La liste de départ des sujets est connue : emploi des seniors, pénibilité, conditions de travail, carrières, rémunérations... Reste à la finaliser et à arrêter le calendrier des négociations, Elisabeth Borne s'engageant à retranscrire tels quels dans la loi les accords qui en découleraient. Pour ce qui est de la gouvernance du régime d'assurance-chômage en revanche, il semble que les partenaires sociaux ne veuillent plus s'en saisir.

« Cela fait partie des sujets qu'on doit clarifier, parce qu'il y a quelques mois, il y avait une forte demande des organisations syndicales et patronales. Les derniers échos qu'on peut en avoir, c'est qu'ils ne souhaitent pas se saisir de ce sujet », a indiqué la cheffe du gouvernement.

Un autre sujet nécessitera des éclaircissements que ne manqueront pas de lui demander syndicats et patronat. Aux yeux de la Première ministre en effet, il y a « beaucoup de sujets qui devraient se régler entre partenaires sociaux et que finalement l'Etat est amené à intervenir trop souvent ». Jusque-là, pas de quoi soulever de critiques. « La question à laquelle il faut réfléchir, a-t-elle poursuivi, c'est de s'assurer que chacun prenne ses responsabilités jusqu'au bout. »

« Repartir sur un dialogue social intense »

Et de prendre l'exemple de [la dernière réforme de l'assurance-chômage](#), en fin d'année dernière, qui a fait varier l'indemnisation des chômeurs en fonction de l'état du marché du travail. [Sachant qu'ils ne pourraient pas accorder leurs violons](#), syndicats et patronat ont laissé le gouvernement légiférer. En matière de retraites complémentaires (Agirc-Arrco), « les partenaires sociaux vont jusqu'au bout de leurs responsabilités en prenant parfois des décisions qui ne sont pas faciles », a en revanche souligné Elisabeth Borne.

« Comment fait-on pour que cela devienne davantage la règle », s'est-elle demandé, pour éviter qu'on ne soit pas dans un système dans lequel il y a des accords quand le sujet est facile, mais ou, à l'inverse, on a tendance à rendre la responsabilité au gouvernement. Des propos qui font écho à des déclarations analogues d'Emmanuel Macron en 2018 qui avaient fait polémique. « Je souhaite vraiment qu'on puisse repartir sur un dialogue social

intense et que chacun aille jusqu'au bout et prenne ses responsabilités », a insisté Elisabeth Borne.

Alain Ruello

* * *

Google, Facebook, Amazon, Baidu... la guerre d'influence de l'IA est déclarée - Challenges

L'IA, entre mythe et révolution. Face aux géants de la tech américaine qui développent tous leur IA, la Chine lorgne la place de leader d'ici à 2030. L'Europe, elle, déploie ses talents malgré un manque de moyens. En jeu : la souveraineté culturelle.

Partout sur la planète, les ingénieurs du secteur de l'intelligence artificielle (IA) sont entrés en ébullition. Plus une semaine sans que Microsoft, Google, Amazon ou Baidu n'annoncent une innovation. Toutes prennent racine dans la même technologie, Transformer, un réseau de neurones linguistiques publié en open source par Google en 2017. Un modèle devenu depuis une référence dans le traitement automatique des langues. "Google était assis sur une mine d'or et n'en a rien fait", analyse Alexandre Lebrun, ancien chercheur en IA à Meta et cofondateur de Nabla, un assistant pour les médecins. En cause: un "risque réputationnel" trop important, a justifié SundarPichai, le PDG de Google.

Au moindre faux pas, les groupes californiens sont sanctionnés en Bourse et dans l'opinion publique. En 2016, Tay, le robot conversationnel de Microsoft s'était vu brocardé pour ses propos racistes, avant d'être retiré du marché. Plus disruptif que Google, OpenAI a construit son chatbot à vitesse grand V, Chat GPT. Fondée par des ténors de la Silicon Valley, la jeune pousse a doublé Google à "l'étape de l'alignement, celle où on élève le robot et où on lui apprend à interagir correctement avec les humains", explique Yann Chevalyre, chercheur en IA à l'université Paris-Dauphine.

En février dernier, Microsoft a investi dix milliards de dollars dans la start-up et fait la course en tête. Google a réagi à son tour en injectant 300 millions de dollars dans Anthropic, fondé par des anciens d'OpenAI. "Google va se servir d'Anthropic comme première ligne de front", décrypte Alexandre Lebrun.

Le revirement stratégique de Facebook

Amazon entre à son tour dans la danse avec quelques temps de retard en lançant mi-avril Bedrock, son propre service cloud dédié. Disponible en avant-première pour un petit groupe de clients, Bedrock donne accès à plusieurs applications génératives d'IA comme Anthropic et son chat bot Claude ou AI21 Labs, start-up israélienne qui a développé Jurassic-2.

Pendant ce temps, Meta avance à pas feutrés. Le propriétaire de Facebook, WhatsApp et Instagram vient tout juste d'annoncer que son IA générative sera disponible en décembre

prochain. Bien après ses concurrents. Mark Zuckerberg a changé son fusil d'épaule et s'est détourné du métavers pour mettre le paquet sur l'IA. "Chacun des géants américains cherche à développer son IA pour nourrir son propre modèle, que ce soit sur les réseaux sociaux pour Meta, le logiciel professionnel pour Microsoft ou la distribution pour Amazon", commente Isabelle Galy, directrice de la Maison de l'intelligence artificielle, installée à Sophia Antipolis.

Des accords de coopération chinois

Le combat ne se joue pas qu'aux Etats-Unis. La Chine lorgne la place de leader mondial d'ici à 2030. Pékin s'est empressé d'interdire Chat GPT, quelques semaines seulement après sa sortie. La frénésie autour de l'IA a aiguisé l'appétit des entreprises chinoises. Baidu, équivalent chinois de Google, s'est engouffré le premier dans la brèche, lançant son robot conversationnel Ernie Bot en mars. Le géant Alibaba a dévoilé M6, un modèle multimodal. SenseTime, la plus grande société chinoise en IA, Tencent, fondateur de WeChat, et Huawei sont en embuscade.

La Chine a plusieurs atouts en poche pour détrôner les géants de la Silicon Valley. L'État injecte des dizaines de milliards de yuans dans les entreprises travaillant dans l'IA. Et multiplie les accords de coopération "scientifique et technologique avec une centaine de pays dans le monde et l'Union européenne, ce qui favorise l'ouverture aux nouveaux marchés", souligne Caroline S. Wagner, professeure spécialisée dans les politiques publiques liées à la technologie et à l'innovation à l'université d'Etat de l'Ohio. L'innovation est aussi dopée par la forte demande intérieure, et son 1,4 milliard d'habitants. "Plus de demande intérieure expose la Chine à moins de risques en accidents diplomatiques", fait remarquer Aifang Ma, autrice du rapport "L'intelligence artificielle en Chine: état des lieux", publié par le think tank Fondapol.

Sans compter que le pays a "une carte à jouer", ajoute-t-elle, pour combler les lacunes linguistiques de GPT-4: les images et métaphores des poèmes chinois restent incomprises par les chatbots américains.

Si les modèles ne sont pas construits à partir de nos propres données, l'histoire de France sera réécrite à partir de données et valeurs américaines

Les start-up européennes s'engagent

Loin derrière la Chine et les Etats-Unis, L'Europe tente de réagir. La France est reconnue à l'international pour la qualité de ses écoles d'ingénieurs et compte de grands noms comme Yann Le Cun, scientifique en chef pour l'IA à Meta, ou Luc Julia (auteur à *Challenges*), directeur scientifique du groupe Renault. "Nous avons les talents, mais pas les mêmes moyens financiers qu'aux Etats-Unis", déplore François Yvon, spécialiste du traitement automatique des langues au CNRS.

Exemple édifiant: OpenAI aurait utilisé 10.000 cartes graphiques Nvidia - très coûteuses - pour développer Chat GPT. "A la même période, l'infrastructure française de calcul n'en

possédait qu'environ 1.500", souligne-t-il. A défaut de géants, des start-up européennes s'engagent dans la bataille.

"L'Europe va se démarquer en développant des modèles pointus à partir des robots généralistes", prédit Stephan Wirries, partner de Ventech, société d'investissement parisienne. Et selon lui, les IA génératives seront "démocratisées bien plus vite qu'on ne le pense". Reste que plusieurs spécialistes du secteur appellent à un grand sursaut européen face aux géants américains et chinois.

"Cette technologie est tout sauf neutre", alerte Laurence Devillers, professeure d'informatique à Paris Sorbonne. Car au-delà d'une simple guerre numérique se joue un enjeu de souveraineté culturelle. Un modèle de langue correspond à une "représentation du monde", appuie Isabelle Galy: "Si les modèles ne sont pas construits à partir de nos propres données, l'histoire de France sera réécrite à partir de données et valeurs américaines."

Le risque: "être colonisés culturellement par les Américains", prévient-elle. Après s'être laissés submerger par la déferlante Internet, les Européens savent désormais à quoi s'en tenir.

Colonna se rend en Arménie et Azerbaïdjan, en pleine tension entre les deux pays – Le HuffPost

Catherine Colonna est en déplacement « pour faire baisser les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui est indispensable après les affrontements récurrents des derniers mois ».



KAZUHIRO NOGI / AFP

Catherine Colonna se rend en Arménie et Azerbaïdjan, en pleine tensions entre les deux pays

DIPLOMATIE - La ministre française [des Affaires étrangères](#) se rend cette semaine en [Azerbaïdjan et en Arménie](#) au moment où de fortes tensions entre Bakou et Erevan font redouter un nouveau conflit dans cette région au sud de la Russie.

[Catherine Colonna](#) arrivera ce mercredi 26 avril et achèvera sa tournée vendredi à Tbilissi en Géorgie, pays qui comme l'Ukraine et la Moldavie, a demandé son adhésion à l'Union européenne peu après l'invasion russe de l'Ukraine.

« J'effectue ce déplacement important dans le cadre des efforts de la France pour faire baisser les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui est indispensable après les affrontements récurrents des derniers mois », a souligné la ministre auprès de l'AFP.

Conflit autour du Nagorny Karabakh

Les deux ex-républiques soviétiques sont en conflit depuis une trentaine d'années [pour le contrôle de l'enclave du Nagorny Karabakh](#), région majoritairement peuplée d'Arméniens ayant fait sécession de Bakou à l'effondrement de l'Union soviétique.

L'Arménie avait remporté la première guerre en 1994, l'Azerbaïdjan la seconde en 2020.

Le cessez-le-feu parrainé par la Russie n'a toutefois pas abouti à un traité de paix. Et, malgré le déploiement de soldats de la paix russes, des échauffourées meurtrières au Nagorny Karabakh ou à la frontière entre les deux pays continuent d'éclater périodiquement.

Un « signal positif »

La tournée régionale de Catherine Colonna est « *un signal positif* », estime Leyla Abdullayeva, ambassadrice de la république d'Azerbaïdjan à Paris, se disant « *plutôt confiante sur les discussions bilatérales* ».

La diplomate redoute néanmoins que la ministre n'adresse un message public favorable à l'Arménie depuis Erevan, pour ménager l'importante communauté arménienne de France.

Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a récemment vertement critiqué Paris, l'exhortant « *à s'abstenir* » de faire des déclarations de soutien à l'Arménie.

Erevan accuse Bakou de vouloir procéder à un « *nettoyage ethnique* » au Karabakh en forçant les Arméniens à quitter ce territoire coupé du monde en raison du blocage du couloir de Latchine, unique axe d'approvisionnement.

Bakou réfute le terme de blocage. Accusant les Arméniens d'avoir utilisé Latchine à des fins autres qu'humanitaires, ils ont installé ce week-end un checkpoint à l'entrée du couloir, ce que Paris a « *déploré* », soulignant que cela « *contrevient aux engagements pris dans le cadre des accords de cessez-le-feu et porte préjudice au processus de négociation* ».

« Établir une paix juste et durable »

Erevan affirme de son côté que les Azerbaïdjanais qui coupent l'accès au couloir de Latchine et se présentent comme des militants écologistes voulant protester contre les mines illégales

dans la région, sont en réalité manipulés par Bakou à des fins politiques.

« Auprès des deux pays, je marquerai notre détermination à travailler pour la stabilité de la région, la réouverture immédiate du corridor de Latchine, conformément à la décision de la Cour internationale de justice, et le rétablissement des conditions d'une reprise des négociations » pour un traité de paix, explique Catherine Colonna.

Pour Hasmik Tolmajian, ambassadrice d'Arménie en France, la visite de la ministre française *« sera un message fort de solidarité »* de Paris.

En outre, la France a *« la capacité et la responsabilité de jouer un rôle de premier plan pour contribuer à établir une paix juste et durable »*, dit-elle, rappelant qu'elle dispose d'un *« mandat international, en tant que Coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, tout comme la Russie et les États-Unis, pour parvenir à une solution pacifique »*.

Reconnaître l'intégrité territoriale

La semaine dernière, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a souligné qu'un traité de paix *« deviendra réalité si les deux parties reconnaissent (...) sans ambiguïté, ni piège, l'intégrité territoriale de l'un et de l'autre et s'entendent pour ne pas avoir à l'avenir de prétentions territoriales »*. En signe de bonne volonté, Erevan confirmait reconnaître *« entièrement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan »* tout en attendant que Bakou *« fasse de même »*.

Pour Taline Ter Minassian, professeur d'histoire contemporaine spécialiste de la Russie et du Caucase, l'Azerbaïdjan, soutenu par la

Turquie, est en position de force grâce à sa « *supériorité économique* » et « *sa capacité à être une plateforme de contournement d'approvisionnement en gaz par rapport à la Russie* ».

En juillet dernier, lors de la signature, à Bakou, d'un accord pour doubler les livraisons annuelles de gaz à l'Union européenne, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait loué « *un partenaire fiable* » disposant d'un « *énorme potentiel d'énergie renouvelable* ».

Une initiative qui va « *irriter* » la Russie ?

L'Arménie, « *totalelement enclavée* », est, elle, « *prise entre sa position d'alliée* » de Moscou et ses velléités d'« *ouverture avec l'Europe* », observe Taline Ter Minassian.

Aux côtés de Paris, Washington s'active pour parvenir à un traité de paix. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a multiplié depuis septembre réunions et entretiens téléphoniques avec les deux parties.

Taline Ter Minassian doute pourtant de la capacité des Occidentaux à instaurer la paix.

« *Je crains fort que toute tentative n'irrite l'autre puissance, la Russie, qui se veut la puissance traditionnelle dans la région* », dit-elle.

* * *

Japon et natalité : le déclin démographique plutôt que l'immigration? - Challenges

Le Japon accueille de plus en plus de travailleurs étrangers. Mais derrière cette apparente conversion à l'immigration de masse, la précarisation du statut des travailleurs longue durée et les conditions drastiques requises pour l'obtention d'un visa de résident permanent ne sont pas de nature à contrebalancer le vieillissement et le rétrécissement de la population japonaise.

39 millions de Japonais en moins en 46 ans. C'est la prévision de l'IPSSR, l'institut démographique nippon, parue mercredi. Selon lui, le nombre de Japonais passera de 126 millions aujourd'hui à 87 millions en 2070. 39% d'entre eux auront plus de 65 ans. Le plancher des 100 millions d'habitants sera crevé en 2056, précise l'IPSSR. Une prévision elle-même très optimiste. En 2017, le même institut avait prédit que le seuil de 800.000 naissances par an ne serait pas atteint en 2033. C'est déjà le cas en 2022, onze ans plus tôt.

Cette prévision n'est que l'énième rapport d'étape du vieillissement et du rétrécissement de la population japonaise, commentée *ad nauseam* par les démographes de la planète et par ses responsables politiques. Onzième pays par sa population, figurant parmi les cinq premiers marchés mondiaux pour une kyrielle de grandes entreprises, l'Archipel conserve un énorme poids économique. Mais son évolution démographique le condamne à rétrécir. Un constat sempiternel qui a incité le Premier ministre actuel Fumio Kishida à réagir: "le Japon est à la limite de l'incapacité de pouvoir continuer à fonctionner" a-t-il averti, lançant un grand chantier de la natalité qui donnera lieu à un train de mesures dans quelques semaines. C'est peu dire que les premières annonces suscitent un scepticisme poli: "ce dont parle Fumio Kishida n'a marché nulle part dans le monde", balaie Stephen Shaw, auteur du documentaire *Birthgap*. Ce statisticien, effaré par l'effondrement mondial de la natalité, a déménagé à Tokyo pour être aux premières loges du phénomène.

Une conversion à l'immigration de masse... seulement en apparence

Une certaine logique voudrait que le Japon fasse appel à l'immigration pour soutenir sa natalité. Il semble avoir fait un peu ce choix en créant une nouvelle "Agence de l'immigration" en 2019, à l'initiative du Premier ministre de l'époque, Shinzo Abe. Depuis, le ministère de la Justice libéralise progressivement l'octroi de visas de travail, allonge leur durée, facilite leur renouvellement, aménage des passerelles d'une catégorie de visa à l'autre. Bref, le Japon semble se convertir à l'immigration de masse, lui qui se targue depuis toujours d'avoir une "mentalité insulaire" dont les étrangers seraient ontologiquement exclus.

Mais les chiffres sont trompeurs. Ce mouvement de population étrangère, réel, se double d'un autre, en sens inverse, de précarisation du statut des travailleurs immigrés et de refus de la résidence de longue durée. Qu'ils soient étudiants, "travailleurs qualifiés", "stagiaires", tout est fait pour que ces derniers ne puissent pas "faire souche" ni même progresser dans leur carrière. Les étudiants, souvent au Japon pour gagner leur vie, ne peuvent travailler que 28 heures par semaine. Les "stagiaires", catégorie intermédiaire qui masque commodément une main-d'œuvre corvéable à merci, parfois exploitée pour le compte d'usuriers, sont cantonnés dans des emplois non qualifiés, dans l'incapacité d'en changer. Les visas qualifiés sont accordés pour des périodes de temps limité (quelques années), à des conditions drastiques: un cuisinier étranger doit toujours justifier de dix ans de pratique dans la cuisine qu'il prétend exercer avant de travailler au Japon. Les visas de

résidents permanents sont de plus en plus difficiles à obtenir, avec des conditions de rémunération et de probité périodiquement relevés.

“L’Agence de l’immigration ne le dit pas explicitement, mais elle exige un minimum de 3 millions de yens (23.000 euros) de revenus par an, et davantage si le candidat a une famille à charge. C’est inhumain”, se désole une avocate. Du reste, commodément traduite “Agence de l’immigration”, le nom en japonais de l’administration chargée du sujet trahit sa vision technique et désincarnée du problème: “Agence des entrées, des sorties et des résidences sur le territoire”. Sa philosophie de l’immigration au fond est plus proche de celle d’un pays du Golfe, comme l’Arabie saoudite, ou de Singapour, que d’un pays du G7.

Nombre de naturalisations en chute libre

Le Japon demeure un oasis de prospérité et de démocratie, et exerce son pouvoir d'attraction sur les "masses laborieuses" en Asie, à l'ouest de ses côtes. Le nombre de travailleurs étrangers a doublé en dix ans pour atteindre 1,8 million de personnes, et continuera à grandir à moyen terme. Mais cette population “nouvelle” a vocation à partir, comme le montre par exemple le nombre très faible, et en chute libre, de naturalisations: un plus-bas de 8.162 en 2021 –soit plus de dix fois moins qu'en France (94.092 dont quelque 75.000 naturalisations par décrets)– contre 17.633 en 2003 (-54%). Ou le nombre de visas "permanents", en stagnation.

La main-d’œuvre immigrée sera de moins en moins attirée par les sirènes de l’Archipel: moins bien considérée qu’ailleurs, moins bien payée qu’ailleurs, rémunérée dans un yen devenu chroniquement faible, dépourvue de droits élémentaires, elle aura de toutes façons probablement de quoi s’occuper dans son pays d’origine si celui-ci prospère: le nombre de travailleurs chinois, longtemps inépuisable ressource du Japon, a commencé à baisser au Japon par exemple. Il sont remplacés par des Vietnamiens. Avant que ces derniers repartent au Vietnam à mesure de son développement. “La chute de la natalité s’observe dans tous les pays. En cela, le Japon n’est pas une exception”, explique Stephen Shaw.

* * *

Le Soudan, tiraillé entre les intérêts des puissances voisines – France24

Alors que la guerre fait rage entre les paramilitaires du général Mohamed Hamdan Dagalo, dit "Hemedti", et l'armée régulière dirigée par le général Abdel Fattah Al-Burhane, le secrétaire général de l'ONU a mis en garde mardi contre le risque d'une déstabilisation régionale. Selon les experts, l'implication de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, pourrait aggraver la situation et prolonger le conflit au Soudan.

C'est sans doute le pays qui a le plus à perdre dans la crise actuelle au [Soudan](#). Soutien de l'armée régulière, l'[Égypte](#), avec ses 1 300 km de frontières communes, est en première ligne du chaos qui règne chez son voisin et menace sa sécurité nationale.

Depuis 2019 et la chute du régime militaro-islamiste du dictateur Omar el-Béchar, la stabilité du Soudan est une priorité pour Le Caire, qui multiplie les aides financières et humanitaires à destination de Khartoum.

Pour le numéro un soudanais, le régime autoritaire du président égyptien fait figure de modèle à suivre. [Le général Burhane](#) a d'ailleurs suivi des études dans la même école militaire que le maréchal Sissi, au Caire.

Ces dernières années, l'Égypte et le Soudan, qui entretiennent des relations ambivalentes en raison de conflits territoriaux, ont renforcé leur coopération militaire en multipliant les exercices conjoints. Le Caire cherche notamment à s'attirer les bonnes grâces du pouvoir soudanais sur le dossier du [grand barrage de la Renaissance](#), un méga-projet de retenue d'eau voulu par l'Éthiopie mais qui, selon l'Égypte, menace les ressources en eau des pays en aval du fleuve.

Au nord, "l'Égypte, qui se verrait bien en puissance coloniale, soutient l'armée", pour préserver sa part d'eau du Nil, explique à l'AFP Jehanne Henry, avocate américaine des droits humains et spécialiste du Soudan. Au sud, l'Éthiopie "se pose contre Le Caire", là aussi à cause du partage du débit du Nil, et donc pourrait prendre position en faveur des Forces de soutien rapides (FSR), les paramilitaires dirigés par Hemedti.

Aux yeux de l'Égypte, Hemedti apparaît donc comme un élément perturbateur. Dans le conflit actuel, le Caire semble d'ailleurs loin d'être un acteur neutre, comme l'a montré la présence de militaires égyptiens sur la base aérienne de Méroé, dans le nord du pays, attaquée au début des hostilités par les FSR.

Le jeu des alliances

Si les deux généraux soudanais ont fait front commun lors du coup d'État d'octobre 2021 qui a évincé les civils du pouvoir, les deux hommes entretiennent en réalité une forte rivalité depuis plusieurs années, cultivant chacun de leur côté des alliances à l'international.

Si le général Burhane semble avoir clairement les faveurs de l'Égypte, Hemedti est perçu comme l'homme des Émirats arabes unis. Grâce au contrôle d'une large partie des mines d'or illégales du pays, les FSR alimentent un fabuleux trésor de guerre et d'influence auprès des pays du Golfe mais également de la Russie, [via la milice privée Wagner](#).

Les Émirats arabes unis, plus grands investisseurs parmi les pays du Golfe, cherchent à accroître leur influence en s'appuyant les réseaux du clan Hemedti, rappelle [RFI](#). Car le Soudan, troisième producteur mondial d'or, est non seulement riche en minerais mais il dispose aussi d'un fort potentiel agricole. Premier exportateur de gomme arabique, produit très prisé de l'industrie agro-alimentaire, le pays joue également un rôle central dans l'exportation d'animaux d'élevage dans la région.

Hemedti a su également forger des liens puissants à l'occasion de la guerre au Yémen contre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran. En 2015, les FSR ont notamment fourni un contingent de 30 000 à 40 000 hommes à la coalition arabe emmenée par l'Arabie saoudite.

Pris entre les feux de deux factions armées qui luttent pour le pouvoir et l'accaparement des ressources, épicerie d'un jeu d'influence international entre pays rivaux, le Soudan va-t-il connaître le même sort que [la Libye](#) ?

"Beaucoup de ces soutiens internationaux peuvent être ambivalents et les choses sont encore mouvantes", nuance Marc Semo, invité de "[On va plus loin](#)" sur France 24. "Hemedti a certes des liens forts avec les Émirats et Riyad, mais l'Arabie saoudite a aussi des liens avec le général Burhane via l'Égypte. Pour le moment, on n'a pas encore basculé dans une guerre par factions", ajoute le rédacteur en chef adjoint "Débats et idées" du Monde.

Le résumé de la semaine France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

Les voisins du Soudan et les puissances régionales semblent en effet vouloir trouver en priorité une issue négociée pour préserver leurs intérêts. La semaine dernière, Abdel Fattah al-Sissi s'est notamment entretenu au téléphone avec le président émirati Mohamed ben Zayed al-Nahyan, pour tenter de trouver une voie d'apaisement entre les deux généraux.

"Ces pays ne veulent pas tout miser sur l'un des deux chevaux par crainte d'être privés de marchés ou d'influence politique. Ils veulent avant tout la stabilité du Soudan", analyse Baptiste Fallevoz, chroniqueur international de France 24.

Cependant, en cas de propagation des violences à tout le pays, la crainte d'un effondrement de l'État soudanais n'est pas à écarter. "Au vu de la place stratégique du Soudan, au cœur de l'Afrique, la déflagration touchera tous ses voisins en cas d'embrasement", prévient Marc Semo.

"Les sept pays frontaliers du Soudan ont tous été impliqués lors de la dernière décennie dans des conflits ou des troubles civils importants", a relevé mardi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. "La lutte de pouvoir au Soudan ne menace pas seulement l'avenir du pays. Elle allume une étincelle qui pourrait exploser au-delà des frontières, causant d'immenses souffrances pour des années, et faisant reculer le développement de décennies".

* * *

Smic, taux d'usure... voici ce qui change au 1er mai – La Tribune

De nombreuses mesures qui touchent la vie quotidienne des Français vont prendre effet ce lundi 1er mai. Découvrez tous les dispositifs qui vous concernent.

Le 1er mai est synonyme de fête du Travail. Cette année, il promet d'être agité par la contestation, toujours vive, sur la réforme des retraites. Le premier jour du mois marque, surtout, l'entrée en vigueur de plusieurs mesures affectant la vie

quotidienne des Français. *La Tribune* vous propose un tour d'horizon de ce qui vous attend au 1er mai 2023.

Le Smic revalorisé

En partie indexé sur l'évolution des prix à la consommation, [le Smic va augmenter « d'un peu plus de 2% »](#) au 1er mai, avait annoncé la Première ministre, Elisabeth Borne, à la mi-avril. Cette revalorisation est la conséquence directe d'une inflation plus forte qu'attendu. La hausse des prix a atteint 5,7% en mars sur un an, contre 5,6% initialement prévus par l'Insee.

Plus concrètement, le cabinet du ministre du Travail Olivier Dussopt avait précisé que la hausse exacte s'élève à 2,19%. Le Smic net mensuel augmente ainsi de 30 euros par mois, à 1.383 euros sur la base de 35 heures. Pour rappel, le Smic s'est déjà apprécié de 6% sur un an.

Le taux d'usure pour les prêts immobiliers (encore) relevé

Les futurs emprunteurs vont devoir payer plus cher. Le taux d'usure, qui fixe la limite haute des nouveaux crédits, sera relevé au 1er mai. Le taux d'usure sera désormais fixé à 4,52% pour les prêts immobiliers les plus longs, et 4,33% pour les prêts entre 10 et 20 ans.

Ce taux plafond fixé par la Banque de France comprend l'ensemble des frais d'un prêt immobilier : taux de crédit pratiqué par la banque, assurance emprunteur, éventuelle commission des courtiers... Depuis le 1er février, il est exceptionnellement ajusté tous les mois, pour une durée de six mois.

Le taux moyen des crédits immobiliers a dépassé la barre des 3% en mars pour la première fois depuis 2014, atteignant 3,04%, selon les calculs de Crédit logement, publiés le 18 avril dernier. De quoi dissuader voire écarter nombre d'emprunteurs. « *L'accès au marché devient de plus en plus difficile, aussi bien pour les emprunteurs faiblement dotés en apport personnel que pour les ménages plus aisés* », avancent les auteurs de l'Observatoire CSA/Crédit logement.

Les prestations sociales revues à la hausse

Les prestations sociales versées par la Caisse des allocations familiales (CAF), notamment le RSA, la prime d'activité et les allocations familiales, ont augmenté de 1,6% depuis le 1er avril 2023. Cette revalorisation se fonde à partir de la moyenne des taux d'inflation mensuels depuis un an, soit +5,6% par rapport à avril 2022. Les allocataires en verront les effets concrets au mois de mai, le versement des prestations sociales du mois d'avril étant programmé le 5 mai prochain.

Le prix du tabac augmente

Les fabricants de tabac procèdent depuis le début de l'année à des hausses des prix du paquet de cigarettes, de manière unilatérale. Comme on peut le constater sur le site des [Douanes](#), plusieurs références sont concernées. Il faudra notamment déboursier 11 euros, contre 10,60 euros jusqu'à présent pour un paquet de Lucky Strike Bleu comptant 20 unités.

Derniers jours pour réclamer le chèque énergie bois

Mis en place en début d'année, le chèque énergie bois est destiné à soutenir les ménages se chauffant via ce matériau, dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie. Le montant est compris entre 50 et 200 euros, en fonction du revenu fiscal de référence par unité de consommation du foyer. La demande doit être effectuée sur le [site dédié](#) avant le 31 mai 2023.

Premières échéances de la déclaration de revenus

Le service de télédéclaration a ouvert le 13 avril dernier. Les contribuables ayant recours au formulaire papier - parce qu'ils n'ont pas accès à Internet, notamment - ont jusqu'au 22 mai pour faire parvenir leur déclaration de revenus auprès du fisc. Le mois de mai marque également la première date limite pour les contribuables déclarant sur Internet, et résidant dans les départements numérotés de 01 à 19, ainsi que les non-résidents : le 25 mai, à minuit.

Pauline Chateau

* * *

Allez, c'est vendredi ! Sourions...



* * *

Pour adhérer à notre syndicat il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin, [adhesion-2023.pdf](#) ([sprim-fo.org](#)) accompagné du paiement correspondant.